

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 17 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMICTOM SE

28 rue Pierre et Marie Curie
35500 Vitré

Code AIOT : 0005515517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement SMICTOM SE implanté ZA de la Chauvelière Rue Louis Blériot 35150 Janzé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM SE
- ZA de la Chauvelière Rue Louis Blériot 35150 Janzé
- Code AIOT : 0005515517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une installation de collecte de déchets dangereux et de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de la situation administrative du site et des conditions d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Respect des volumes autorisés	Arrêté Préfectoral du 17/12/2015, article 2	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	90 jours
2	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 mois
3	Distances pour stockage de déchets verts	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
6	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
8	Surveillance de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Formation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26	/	Sans objet
7	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	/	Sans objet
9	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	/	Sans objet
10	Locaux d'entreposage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.	/	Sans objet
11	Ventilation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.	/	Sans objet
12	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.	/	Sans objet
13	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.7.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette installation ne respecte pas la réglementation en vigueur. En effet, sa conception ne permet en l'état actuel de se prémunir d'éventuelles atteintes à l'environnement ainsi que des risques accidentels ou actes de malveillance. L'exploitant a pris conscience de cette défaillance et a entrepris de créer un nouveau VALOPARC sur la commune de Janze. A ce jour, ce dossier est en cours d'instruction dans nos services. Toutefois, l'Inspection rappelle à l'exploitant que celui-ci doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de préserver les enjeux environnementaux et accidentels inhérents à ce type d'activité.

L'Inspection rappelle avec insistance, à l'exploitant que le contrôle de la pollution rejetée doit se faire a minima une fois par an sur les paramètres physico-chimiques imposés par la réglementation. L'absence de contrôle de la pollution rejetée pendant près de quatre années ne peut être tolérée et cette situation ne doit plus se reproduire sur les installations gérées par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des volumes autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2015, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste et volumes des installations concernées : 2710-1 = 10,62 tonnes (A) Bénéfice de l'antériorité du 19/03/2013 2710-2 = 1477 m ³ (E) Bénéfice de l'antériorité en date du 19/03/2013 Broyage de végétaux ???
Constats : Cette déchetterie est équipée d'une plateforme de stockage de déchets verts. Elle a une superficie d'au moins 300 m ² et les déchets sont stockés sur une hauteur d'un mètre. La quantité de déchets non dangereux stockés sur le site est conforme au seuil de l'enregistrement. Une activité de broyage de végétaux est bien présente sur le site mais l'exploitant n'a pas déclarée son activité auprès du service des Installations Classées. Cette campagne de broyage a lieu un jour toutes les 5 semaines, par conséquent, au regard de ces informations, le site serait classé au titre de la rubrique 2794 sous le régime de l'enregistrement. La quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents sur l'installation est de 8,5 t. Cette installation bénéficie de l'antériorité en date du 19 mars 2013 et relève du régime de l'autorisation. Par conséquent, la quantité de déchets dangereux stockés sur cette installation est conforme au seuil de l'autorisation. L'Inspection demande à l'exploitant de régulariser sa situation administrative concernant son activité de broyage de déchets verts
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 90 jours

N° 2 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : Cette installation est ceinte d'une clôture tout autour de son périmètre. Néanmoins, l'Inspection a constaté que la clôture située à l'arrière de la plateforme de stockage des déchets verts est complètement défoncée et ne permet pas de protéger le site des éventuelles intrusions. L'accès à la déchetterie s'opère au moyen d'un badge d'identification que ce soit pour les transporteurs de bennes ou les particuliers utilisateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 mois

N° 3 : Distances pour stockage de déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
Constats : L'exploitant fait procéder, au moyen d'une unité de broyage mobile, au broyage des déchets verts stockés sur la plateforme des végétaux. Ce broyage s'effectue à proximité de la limite de l'installation qui est dépourvue de dispositifs permettant de confiner les effets thermiques de 5 kW/m ³ à l'intérieur du site. En cas de sinistre incendie, les effets thermiques sortirait de l'emprise ICPE et risquent de se propager à la végétation située aux abords de cette installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">— d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;— de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Cette déchetterie est équipée d'extincteurs situés dans le local technique ainsi que dans les locaux de déchets dangereux. Ceux ci ont été vérifiés en mars 2022 et le marché pour le contrat de vérification des extincteurs au titre de l'année est en cours de renouvellement et devrait être signé pour le 30 juin 2023. Concernant la Défense Extérieure Contre l'Incendie, un poteau d'incendie est présent à moins de 100 mètres d'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier : — le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; — la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; — la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; — les déchets et les filières de gestion des déchets ; — les moyens de protection et de prévention ; — les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants — les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. <p>La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>
<p>Constats : Un plan de formation a été établi pour les agents travaillant sur la déchetterie de Janzé. Les attestations de formation ont été vues pour les agents travaillant sur la déchetterie de Janzé: M. Joël PETITPAS et Mme Ingrid BARREAUX. Les formations réalisées sont conformes à la réglementation en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV.-Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
Constats : Le site de la déchetterie de Janzé est dépourvu de vanne de confinement et ne permet pas de recueillir les eaux susceptibles d'être polluées notamment en cas de sinistre incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Cette déchetterie a été mise en exploitant à partir de 1998, et l'exploitant n'a pas été en mesure à l'Inspection un plan des réseaux. Toutefois, le site est équipé d'un débourbeur/déshuileur qui est nettoyé annuellement par hydrocurage. Cet équipement a été curé la dernière fois le 04 avril 2023 par la société agréée LeBlanc Environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a mis en place un programme de surveillance annuel de ses rejets. Le contrôle s'effectue suivant les paramètres imposés par la réglementation. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les contrôles d'eau des 4 dernières années mais s'est engagé à les réaliser au cours de l'année 2023. L'exploitant a informé l'Inspection qu'une demande de signée pour ces analyses d'eau avait été demandée auprès du laboratoire agréé AUREA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 9 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Registre des déchets sortants. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : — la date de l'expédition ; — le nom et l'adresse du destinataire ; — la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; — le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; — l'identité du transporteur ; — le numéro d'immatriculation du véhicule ; — la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ; — le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/ CE.
Constats : Un registre de déchets sortants est tenu à jour sur ce site et regroupe l'ensemble des informations requises par la réglementation. Un essai de traçabilité a permis de suivre le devenir du déchet concerné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Locaux d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.
Constats : Les déchets dangereux ainsi que les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques sont stockés dans des locaux spécifiques. Les piles, filtres, ampoules et cartouches d'encres sont quant à eux stockés à l'extérieur sous un préau qui leur permet d'être à l'abri des intempéries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
Constats : Les locaux de stockage des déchets dangereux sont équipés en partie haute et en partie basse de ventilation permettant d'éviter tout risque d'atmosphère explosive.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.
Constats : Le sol des locaux de stockage des déchets dangereux est étanche, incombustible et équipé de rétentions. Les déchets dangereux sont stockés, pour une partie, dans une armoire équipée elle-même de rétention permettant de recueillir les effluents. Concernant, l'autre partie des déchets dangereux, celle-ci est stockée dans des bacs d'une capacité de 600 L, chacun équipés d'une bâche plastique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention doit être étanche aux substances qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.
Constats : Les produits sont répartis en fonction de leur catégories dans des bacs différents. Au niveau des huiles, la cuve de 1500 litres est équipée une enceinte double enveloppe et est positionnée sur une rétention permettant de recueillir les écoulements. Cette cuve fixe est munie d'une jauge permettant de s'assurer du niveau de remplissage de ce récipient. Les bacs de stockage ne présentent pas de fissures visibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet